

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**913 26 35 : Entretien des espaces verts pour  
l'Université de Limoges**

*Marché réservé aux entreprises adaptées ou à des  
établissements et services d'aide par le travail*

---

**Université de Limoges**  
**<http://www.unilim.fr>**  
Pôle de la commande publique  
33 rue François Mitterrand  
87032 LIMOGES

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
2 - Développement durable .....	4
3 - Pièces contractuelles .....	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
5 - Durée et délais d'exécution .....	5
5.1 - Durée du contrat .....	5
5.2 - Reconduction .....	5
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	5
7 - Garanties Financières.....	6
8 - Avance .....	6
9 - Modalités de règlement des comptes .....	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement .....	7
9.4 - Paiement des cotraitants .....	7
9.5 - Paiement direct des sous-traitants.....	7
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	8
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
12.1 - Décision après vérification .....	8
13 - Garantie des prestations.....	8
14 - Pénalités.....	8
14.1 - Pénalités de retard.....	8
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	8
15 - Assurances .....	9
16 - Résiliation du contrat.....	9
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	9
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	9
17 - Règlement des litiges et langues.....	9
18 - Dérogations.....	10
19 - Clauses techniques particulières .....	10
19-1 – Prestations forfaitaires .....	10
19-2 – Gestion différenciée.....	11
19-2-1 Classification des espaces.....	12
19-2-2 Types d'interventions .....	12
19-2-3 Gestion des déchets verts :.....	12
19-2-4 Préservation de la biodiversité :.....	12
19-2-5 Organisation des prestations :.....	12
19-2-6 Appropriation progressive :.....	13
19-2-7 Suivi écologique des pratiques mises en œuvre :.....	13
19-3 – Prestations ponctuelles.....	13

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
913 26 35 : Entretien des espaces verts pour l'Université de Limoges

**Marché réservé** pour l'entretien des espaces verts pour l'Université de Limoges : tonte, désherbage, ramassage de feuilles, taille de haies/arbustes, entretien de massifs, élagage, débroussaillage etc...  
Il est demandé de chiffrer 7 forfaits correspondant à 7 sites différents situés sur Limoges.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieux d'exécution :

Forfait 1 : site de Vanteaux (39E Rue Camille Guérin 87000 Limoges)  
Forfait 2 : site de Condorcet (209, boulevard de Vanteaux - 87000 Limoges)  
Forfait 3 : site de l'ENSIL (16 Rue Atlantis, parc ESTER 87000 Limoges).  
Forfait 4 : site du CEC (12 Rue Atlantis, parc ESTER 87000 Limoges).  
Forfait 5 : site de Saphir (12 Rue Soyouz, parc ESTER 87000 Limoges).  
Forfait 6 : site de la FDSE (5 rue Félix Eboué 87000 Limoges).  
Forfait 7 : site des Jacobins (88 rue du Pont Saint-Martial 87000 Limoges).

Tous les sites de l'Université de Limoges situés à Limoges peuvent faire appel pour des prestations ponctuelles sous forme de bons de commandes en plus de ces 7 forfaits.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum sur la durée de l'accord cadre est de 400 000€ HT (comprenant le montant du forfait + les bons de commande ponctuels)

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### 1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 2 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Le Titulaire s'engage à assurer une gestion écologique et durable des espaces verts de l'Université de Limoges

À ce titre, il s'engage à :

- Appliquer strictement le principe « zéro phyto », excluant tout usage de produits phytopharmaceutiques de synthèse
- Mettre en œuvre des méthodes alternatives respectueuses de l'environnement (désherbage mécanique, thermique ou manuel, lutte biologique, gestion différenciée)
- Favoriser la **biodiversité** et adapter les périodes d'intervention aux cycles biologiques de la faune et de la flore
- Assurer le tri, le broyage et la valorisation des déchets verts, en privilégiant le compostage ou toute filière de recyclage agréée en circuit court
- Mettre en place un paillage naturel des sols et privilégier les amendements organiques afin d'optimiser la gestion de l'eau et limiter les consommations
- Utiliser du matériel à faibles émissions sonores et atmosphériques lorsque cela est possible.

Les prestations réalisées intègrent les principes de gestion différenciée des espaces verts, visant à adapter les modalités d'entretien à la vocation des sites, à leur fréquentation et à leurs enjeux environnementaux.

Le Titulaire devra être en mesure de justifier, à la demande du Pouvoir adjudicateur, des moyens et actions mis en œuvre pour respecter ces engagements.

## 3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté 2021

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à partir de la notification du marché.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 05/09/2026.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Prix forfaitaires pour les 7 sites décrits à l'article 19 (Vanteaux, Condorcet, ENSIL, CEC, Saphir, FDSE, Jacobins)

Prix unitaire pour les prestations ponctuelles.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n) / EV4 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

$C_n$  correspond au coefficient de révision.

Index (o) correspond à la valeur initiale. La valeur initiale est égale :

- pour la première révision, à celle de l'indice publié à la date limite de réception des offres,
- pour les révisions suivantes, à celle de l'indice publié à la date anniversaire du mois M0 initial.

Index (n) correspond à la valeur finale. La valeur finale est égale :

- pour la première révision à la moyenne arithmétique des indices des mois suivants la date limite de réception des offres jusqu'au dernier indice connu au moment de la présentation de la révision (3 mois avant l'échéance de la période)
- pour les révisions suivantes, à la moyenne arithmétique des indices des mois suivants le dernier pris en compte pour la révision précédente, jusqu'au dernier indice connu au moment de la présentation de la révision (3 mois avant l'échéance de la période)

Les prix révisés ne varient plus jusqu'à la date anniversaire de notification du marché de l'année suivante, date à laquelle ils font l'objet d'une nouvelle révision.

### Règle d'arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index EV4 « Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 ».

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % de la part du montant toutes taxes comprises du bon de commande exécutée par le titulaire. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour les 7 forfaits, il sera établi quatre factures par an à la fréquence d'une facture par trimestre.

Chaque facture ne fera apparaître que les prestations réellement réalisées sur 3 mois.

La facture sera divisée en 7 parties correspondant aux 7 forfaits et comprendra la date et le détail des prestations exécutés pour chaque sites

Les bons de commande ponctuels feront l'objet d'une facture distincte. Celle-ci sera à envoyer à l'adresse indiquée sur le bon de commande.

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le dépôt de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro s'effectue en saisissant :

- l'identifiant de l'Université (SIRET) : 198 706 699 00321
- le code service : 913 DPI (ou code figurant sur le bon de commande ponctuel)
- le n° du marché : ce numéro sera communiqué à l'attributaire, au moment de la notification du marché ou le n° de bon de commande ponctuel (numéro commençant par 4500...)

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- l'identifiant de l'Université (SIRET) : 198 706 699 00321
- le code service : 913 DPI (ou code figurant sur le bon de commande ponctuel)
- le n° du marché : ce numéro sera communiqué à l'attributaire, au moment de la notification du marché ou le n° de bon de commande ponctuel (numéro commençant par 4500...)

## **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **9.5 - Paiement direct des sous-traitants**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, conformément aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

La déclaration de sous-traitance est effectuée au moyen du formulaire DC4 ou de tout document équivalent, en cours d'exécution du marché uniquement.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, et au titulaire du marché sous-traité dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, le titulaire du marché dispose de 15 jours

pour soit accepter la demande de paiement de son sous-traitant, soit la refuser ou formuler des réserves motivées. Sans validation du titulaire dans le délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## **11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **13 - Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

## **14 - Pénalités**

### **14.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 20,00 €.

Suite à un bon de commande pour une prestation complémentaire, un délai d'exécution vous sera demandé. Si vous ne respectez pas le délai que vous avez indiqué, il vous sera appliqué une pénalité de 20 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **14.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.



## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie

Le titulaire doit disposer et justifier des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommage causés au cours de ses interventions.

Le titulaire fournira annuellement l'attestation d'assurance pour l'année en cours.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Limoges est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Dérogations

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

## 19 - Clauses techniques particulières

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Pendant toute la durée des interventions l'entreprise devra assurer la sécurité de son personnel, la sécurité des étudiants ainsi que celles des personnels de l'Université.

Les prestations devront être conformes au Décret n° 2021-1833 du 24 décembre 2021 relatif aux règles de sécurité applicables aux travaux agricoles dans les parcs et jardins et à d'autres travaux d'entretien de la végétation notamment lors des travaux d'abattage, d'élagage, d'ébranchage, ainsi que lors des opérations de billonnage et de broyage directement liées à ceux-ci.

Une fiche d'intervention devra être établie préalablement au début de chaque travail conformément aux dispositions de l'article R.717-85-16 du code rural. Selon le modèle MSA <https://ssa.msa.fr/document/la-fiche-d-intervention-lors-des-chantiers-delagage-et-dabattage/>

### 19-1 – Prestations forfaitaires

Définition des prestations pour les 7 forfaits :

#### **Forfait 1 : site de Vanteaux (voir plan)**

Un entretien annuel du site. Environ 51 400m<sup>2</sup>

- Tonte différenciée
- Désherbage des allées et abords des parkings
- Ramassage des feuilles avec balayage des abords de parking (2 passages/an)
- Taille des haies des parkings
- Taille des arbustes
- Entretien des plantations sur talus FLSH
- Taille des bambous dans la cour intérieure FLSH
- Tonte des talus autour des Parkings
- Désherbage des allées et bordures des parkings 1 fois toutes les 2 tontes
- Evacuation et traitement des déchets si nécessaire
- Parking NL12 : Tonte ou débroussaillage des abords, entretien du talus, ramassage de feuilles

#### **Forfait 2 : site de Condorcet (voir plan)**

Un entretien annuel du site. Environ 13 300 m<sup>2</sup>

- Tonte différenciée
- Désherbage des allées et abords des parkings
- Ramassage des feuilles avec balayage des abords de parking (2 passages/an)
- Taille des haies
- Taille des arbustes
- Entretien des massifs de forsythias et divers végétaux
- Entretien des massifs de rosiers
- Evacuation et traitement des déchets si nécessaire

#### **Forfait 3 : site de l'ENSIL (voir plan)**

Un entretien annuel du site (hormis la tonte des parties engazonnées planes) Environ 14 900 m<sup>2</sup>

- Taille des massifs arbustifs
- Tronçonnage
- Tonte ou débroussaillage des parties en pentes
- Taille et élagage des arbres
- Ramassage des feuilles avec balayage des abords de parking (2 passages/an)
- Evacuation et traitement des déchets si nécessaire

#### **Forfait 4 : site du CEC (voir plan)**

Un entretien annuel du site (hormis la tonte des parties engazonnées planes) Environ 15 700 m²

- Désherbage au roto-fil autour de l'entrée principale
- Ramassage des feuilles avec balayage des abords de parking (2 passages/an)
- Nettoyage au roto-fil des bordures
- Taille d'entretien des massifs arbustifs
- Débroussaillage des talus
- Taille et débroussaillage des arbres à papillons
- Entretien complet des bassins de rétention des eaux pluviales et de leurs abords
- Evacuation et traitement des déchets si nécessaire

#### **Forfait 5 : site de SAFIR (voir plan)**

Un entretien annuel du site. Environ 6 800m²

- Tonte différenciée
- Taille des haies
- Tronçonnage
- Débroussaillage des talus
- Taille des arbustes
- Ramassage des feuilles avec balayage des abords de parking (2 passages/an)
- Entretien complet du bassin de rétention des eaux pluviales
- Evacuation et traitement des déchets si nécessaire

#### **Forfait 6 : FDSE (voir plan)**

Un entretien annuel du site. Environ 1 500m²

- Taille d'une haie en charmilles de 18ml avec échafaudage
- Taille de parterre de 54 m²
- Taille du parterre de bambous de 140 m² situé sur une pente à risques
- Taille des arbres dans le patio du 2ème étage.
- Tonte du patio 8 passages/an
- Ramassage des feuilles avec balayage des abords du bâtiment (jardinières minérales et coursives comprises) une fois toutes les deux tontes.
- Evacuation et traitement des déchets. Y compris pour le patio, évacuation par escalier intérieur avec mesure de protection adaptée.

#### **Forfait 7 : Les Jacobins (voir plan)**

Un entretien annuel du site. Environ 1 600m²

- Taille des parterres
- Taille et élagage des arbustes
- Entretien des bacs sur la terrasse et le balcon
- Ramassage des feuilles et balayage des abords du bâtiment
- Evacuation et traitement des déchets si nécessaire.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations selon un planning qui respecte les variations saisonnières.

## **19-2 – Gestion différenciée**

Le titulaire mettra en œuvre une gestion différenciée des espaces verts visant à adapter le niveau et la nature des interventions à l'usage des espaces, à leur fréquentation et à leurs enjeux écologiques, dans un objectif de préservation de la biodiversité, de réduction des intrants et d'optimisation des moyens humains.

### 19-2-1 Classification des espaces

Les espaces seront répartis en trois niveaux de gestion indiqués sur les plans des sites annexés :

- **Niveau intensif** (G1): entretien soigné et régulier (tonte courte et massifs entretenus).
- **Niveau semi-intensif** (G2): entretien raisonné (tonte espacée, gestion extensive des massifs).
- **Niveau extensif** (G3): gestion écologique (fauches tardives annuelles, maintien des habitats, interventions minimales).

Le zonage d'intention figure aux plans des sites annexés.

### 19-2-2 Types d'interventions

#### **Tonte :**

La hauteur minimale de coupe est fixée entre 6 et 8 cm afin de préserver le système racinaire et la résistance du gazon. La fréquence de tonte est adaptée au niveau de gestion défini pour chaque zone. Le mulching est privilégié lorsque les conditions le permettent, afin de favoriser le recyclage de la matière organique. En période de sécheresse estivale, les interventions de tonte sont réduites, voire suspendues, pour limiter le stress hydrique des végétaux.

Les zones classées en gestion extensive (G3) font l'objet d'une à deux fauches tardives annuelles. Afin de garantir un aspect soigné et une bonne lisibilité des espaces, une bande de propreté entretenue en gestion intensive (G1) est maintenue en périphérie de ces zones ainsi que le long des cheminements et des voiries.

De manière générale, le titulaire met en œuvre une gestion différenciée des tontes, en maintenant, lorsque cela est compatible avec les exigences de sécurité et d'usage, des zones refuges non tondues favorables à la biodiversité.

#### **Désherbage des allées, bordures et surfaces minérales :**

Ce désherbage sera exclusivement mécanique, thermique ou manuel.

### 19-2-3 Gestion des déchets verts :

La gestion des déchets verts constitue un enjeu prioritaire du marché et s'inscrit dans une démarche globale de suivi écologique assurée par le titulaire. Celui-ci met en œuvre une gestion raisonnée visant à limiter les évacuations hors site et à favoriser la valorisation locale.

À ce titre, il privilégie les solutions suivantes :

- broyage des résidus de taille ;
- valorisation en paillage directement sur site ;
- compostage lorsque les conditions techniques le permettent ;
- réduction des volumes évacués hors site.

Le titulaire assure un suivi écologique des pratiques mises en œuvre, incluant la traçabilité des flux de déchets verts décrit à l'article 19-2-7.

### 19-2-4 Préservation de la biodiversité :

Le titulaire veille à préserver la biodiversité sur l'ensemble des espaces verts. Il s'engage à maintenir les haies existantes et à conserver le bois mort lorsque la sécurité le permet. Les interventions sont évitées pendant la période de nidification, sauf en cas de nécessité impérieuse. La diversité végétale est favorisée par le choix et l'entretien des plantations.

Les interventions d'urgence liées à la sécurité des usagers restent prioritaires.

### 19-2-5 Organisation des prestations :

Le titulaire remettra un planning annuel prévisionnel d'intervention, accompagné des fiches simples décrivant les modes opératoires principaux (tonte, fauche, désherbage, taille) et indiquant le référent technique identifié.

Des réunions de suivi seront organisées au minimum deux fois par an afin d'évaluer l'application des principes de gestions différenciée et d'ajuster si nécessaire les modalités d'intervention.

### **19-2-6 Appropriation progressive :**

Compte tenu du caractère réservé du marché et des objectifs environnementaux recherchés, la mise en œuvre complète de la gestion différenciée pourra faire l'objet d'une appropriation progressive sur la première année d'exécution.

### **19-2-7 Suivi écologique des pratiques mises en œuvre :**

Le titulaire assure un suivi écologique des pratiques réalisées sur l'ensemble des espaces verts objet du marché. Ce suivi comprend la traçabilité des flux de déchets verts, l'évaluation des quantités valorisées sur site, et l'analyse des bénéfices pour les sols et la biodiversité, les transports optimisés afin de limiter les déplacements, les coûts associés et l'impact environnemental.

Ce suivi fait l'objet de bilans réguliers transmis annuellement au Pouvoir Adjudicataire.

Pour évaluer la bonne application des principes de gestion différenciée, le titulaire communique chaque année les indicateurs suivants :

- le nombre d'interventions réalisées par type d'espace
- les surfaces gérées en fauche tardive et/ou en tonte différenciée
- les modalités et volumes de valorisation des déchets verts en circuit court (paillage, compostage, broyage)
- la confirmation de l'absence d'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse
- le nombre de zones refuges ou non tondues maintenues pour la biodiversité
- le suivi des tailles respectant les périodes de floraison et de nidification
- l'évaluation qualitative des aménagements favorisant la diversité végétale (présence de haies, arbustes ou massifs écologiques).

Ces indicateurs permettent de démontrer l'efficacité des pratiques tout en facilitant la gestion administrative et écologique du site.

## **19-3 – Prestations ponctuelles**

L'Université pourra passer commande pour la réalisation de prestations ponctuelles (non comprise dans les 7 forfaits indiqués ci-dessus). Un délai d'exécution sera fixé dans l'acte d'engagement. Si le délai n'est pas respecté, une pénalité pourra être appliquée.

Les prestations ponctuelles susceptibles d'être demandées correspondent notamment à :

- L'élagage nécessitant une nacelle
- L'abattage d'arbre nécessitant une nacelle ou un camion grue
- Le nettoyage des bois morts avec une nacelle
- La plantation d'arbres
- Le semis de gazon compris la préparation du sol

Le détail des prestations susceptibles d'être demandées est listé dans le bordereau des prix.